Réduire les inégalités.

Nos propositions pour une vie plus juste.

Les inégalités sont, en France, plus grandes que dans les autres pays d'Europe.

Les Français le savent bien puisque, suivant un récent sondage d'opinion, 73 % d'entre eux estiment que la société française doit être "très ou assez profondément transformée". En sept ans de pouvoir, Giscard d'Estaing n'a rien entrepris pour réduire ces injustices. Au contraire, la politique économique qu'il a imposée n'a fait que consolider et souvent aggraver les inégalités : le chômage jette des centaines de milliers de familles dans la gêne et l'angoisse, l'inflation pèse sur les travailleurs et profite aux riches, les jeunes, condamnés à l'inactivité, se désespèrent.

Cela n'a que drop duré.

Les socialistes vous proposent une autre politique.



Parti Socialiste

Accroître les revenus des plus défavorisés.

L'écart entre les petits et les gros revenus est considérable. Les hauts salaires sont dix fois plus élevés que les salaires les plus bas, et les revenus de certains dirigeants de société valent 100 fois le salaire ouvrier moyen.

Le salaire net moyen d'un ouvrier est de 3 500 francs par mois.
Les travailleurs doivent encore se contenter du SMIC, à 2 564 francs par mois.

Pendant le même temps s'étalent partout des signes de richesse évidents : bateaux de plaisance, résidences d'été luxueuses, hôtels quatre étoiles, et il est plus facile de trouver un appartement "grand standing" qu'un logement à loyer modéré.

Ce que nous proposons.

☐ Revaloriser immédiatement de 25 % les allocations familiales.
☐ Alléger l'impôt direct pour les petits contribuables.
☐ Supprimer la T.V.A. sur les produits de première nécessité.
☐ Instituer un impôt sur les grosses fortunes.
☐ Indexer sur l'évolution du coût de la vie le livret "A" des Caisses d'Epargne.
☐ Contrôler les prix dans les secteurs où la concurrence n'existe pas.
☐ Accroître les possibilités d'action des syndicats dans les entreprises.

Assurer une bonne formation pour tous les jeunes.

Il n'y a pas d'égalité des jeunes devant l'enseignement : 33 % des enfants d'ouvriers n'ont aucun diplôme, contre 1,5 % pour les enfants de cadres.

Cette immense injustice ne semble pas émouvoir Giscard d'Estaing. Au contraire la politique qu'il dicte au Gouvernement ne peut qu'aggraver encore la situation. On ferme des classes et des écoles ; on freine le recrutement des maîtres ; on oriente les programmes vers le savoir utilitaire au détriment de la formation générale ; on renforce la sélection.

Ce que nous proposons.

☐ La gratuité totale de l'enseignement obligatoire, y compris les frais d'internat, les transports, etc.
☐ Le maintien des écoles en milieu rural et l'accueil des jeunes dès l'âge de deux ans.
☐ L'accroissement du rôle des parents, des personnels et des élèves dans la vie scolaire.
☐ La formation continue des enseignants.
☐ La mise en œuvre d'un soutien éducatif en faveur des enfants en difficulté temporaire.
☐ Le développement des disciplines favorisant la capacité d'initiative et d'invention et ouvrant l'accès à la "culture" (sciences sociales, philosophie, histoire...).
☐ La création d'un système de formation permanente, assorti du "congé éducation" pour les adultes.
☐ La limitation de l'effectif de chaque classe à 25 élèves.

Donner à tous un logement décent.

Dix-huit millions de Français habitent encore dans des logements sans confort.

Selon une enquête officielle, c'est dans notre pays qu'on trouve les logements les plus exigus et les moins bien équipés de la Communauté Européenne.

Malgré ce triste bilan, le nombre de logements construits est passé de 550.000 en 1974 à 400.000 en 1980 !

Dans le même temps, le prix des terrains et celui des loyers atteignent un niveau prohibitif. Tel est le résultat de la politique de Giscard d'Estaing qui laisse se déchaîner la spéculation et s'oppose au développement du logement social.

Ce que nous proposons.

☐ Lancer un vaste programme de construction de logements sociaux.
☐ Briser la spéculation sur les terrains à bâtir et accroître les pouvoirs des collectivités locales pour l'utilisation du sol.
☐ Fixer les conditions d'évolution des loyers et des charges.
☐ Améliorer les transports en commun.
☐ Réviser les règles applicables aux logements sociaux (dimensions, qualité de la construction...).

Les femmes et l'emploi.

La main-d'œuvre féminine n'est pas une main-d'œuvre d'appoint : 40 % des salariés, sont des femmes. Et pourtant le salaire moyen des femmes est inférieur d'un tiers au salaire masculin et 55 % des chômeurs sont des femmes.

Giscard d'Estaing n'a rien fait pour corriger ces injustices.

La formation professionnelle dirige les femmes vers les emplois les moins qualifiés ; à travail égal, elles sont moins bien payées que les hommes ; nombreux sont les patrons qui, sous divers prétextes, refusent d'embaucher des femmes ; les promotions aux emplois d'encadrement favorisent largement les hommes.

Ce que nous proposons.

☐ Donner aux femmes une priorité d'accès à la Formation Professionnelle des adultes et pour tous les métiers qui y sont enseignés.
☐ Renforcer les sanctions en cas de discrimination à l'embauche.
☐ Contrôler strictement l'égalité des rémunérations.
☐ Développer les services collectifs d'aide aux mères de famille qui travaillent (garderies, crèches, aides-ménagères, ramassage scolaire, centres de vacances...).
☐ Reconnaître le statut de travailleuse aux femmes d'agriculteurs, de commerçants et d'artisans.

Améliorer les revenus des personnes âgées.

Giscard d'Estaing ne cesse de se féliciter de son action en faveur des personnes âgées.

Et pourtant **deux millions** d'entre elles doivent vivre avec 1416 francs par mois !

Chaque jour des dizaines de retraités sont chassés de leur logement par les spéculateurs fonciers et les promoteurs immobiliers et doivent se résigner à entrer en maison de retraite.

Très rares sont ceux qui bénéficient des services d'aide à domicile.

Certains peuvent prendre leur retraite à 50 ans ; d'autres doivent attendre 65 ans. D'ailleurs il n'appartient plus aux travailleurs de choisir l'âge de leur retraite ; on la leur impose au moment voulu par l'employeur.

Ce que nous proposons.

☐ Porter immédiatement le minimum vieillesse à 1700 F par mois, puis à 2000 F au 1er janvier 1982, pour atteindre 80 % du SMIC et augmenter progressivement les retraites jusqu'à 75 % du salaire.

☐ Permettre à ceux qui le veulent de demander la pension vieillesse normale à 60 ans pour les hommes, et 55 ans pour les femmes.

☐ Supprimer la cotisation de sécurité sociale prélevée sur les retraites.

☐ Porter les pensions de réversion à 60 % de la retraite.

☐ Création de 20 000 postes d'aides-ménagères. Développement des soins à domicile.

☐ Garantir les droits des personnes âgées en matière de logement, de santé, de culture et développer leur participation à tous les aspects de la vie sociale.

☐ Aménager les programmes de Télévision sur une chaîne qui leur serait principalement destinée dans la journée.

Lutter contre le chômage.

En Mai 1974, il y avait 389.300 chômeurs.

En Janvier 1981, on en compte 1.680.300. 693.000 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits comme demandeurs d'emploi.

Le chomâge partiel ne cesse de croître, amputant cruellement les ressources des salariés.

Et les prévisions les plus sérieuses envisagent, à brève échéance, **2.500.000** chômeurs ! Cette situation dramatique n'a pas amené Giscard d'Estaing à infléchir sa politique économique, directement responsable du sous-emploi.

Il est vrai que Raymond Barre avait trouvé la solution : "Au lieu de toucher les allocations, les chômeurs feraient mieux de créer des entreprises" !

Ce que nous proposons.

☐ Relancer l'économie, en particulier dans certains secteurs essentiels (électronique, énergie, sidérurgie, transports...).

☐ Mettre en œuvre un programme de grands travaux publics, de construction de logements sociaux et d'équipements collectifs.

☐ Créer 150.000 emplois dans les services publics et sociaux (santé, enseignement, postes...) et 60.000 autres au niveau des associations et collectivités locales.

☐ Réduire à 35 heures la durée hebdomadaire du travail par la négociation.

☐ Développer l'activité de l'artisanat et du petit commerce.

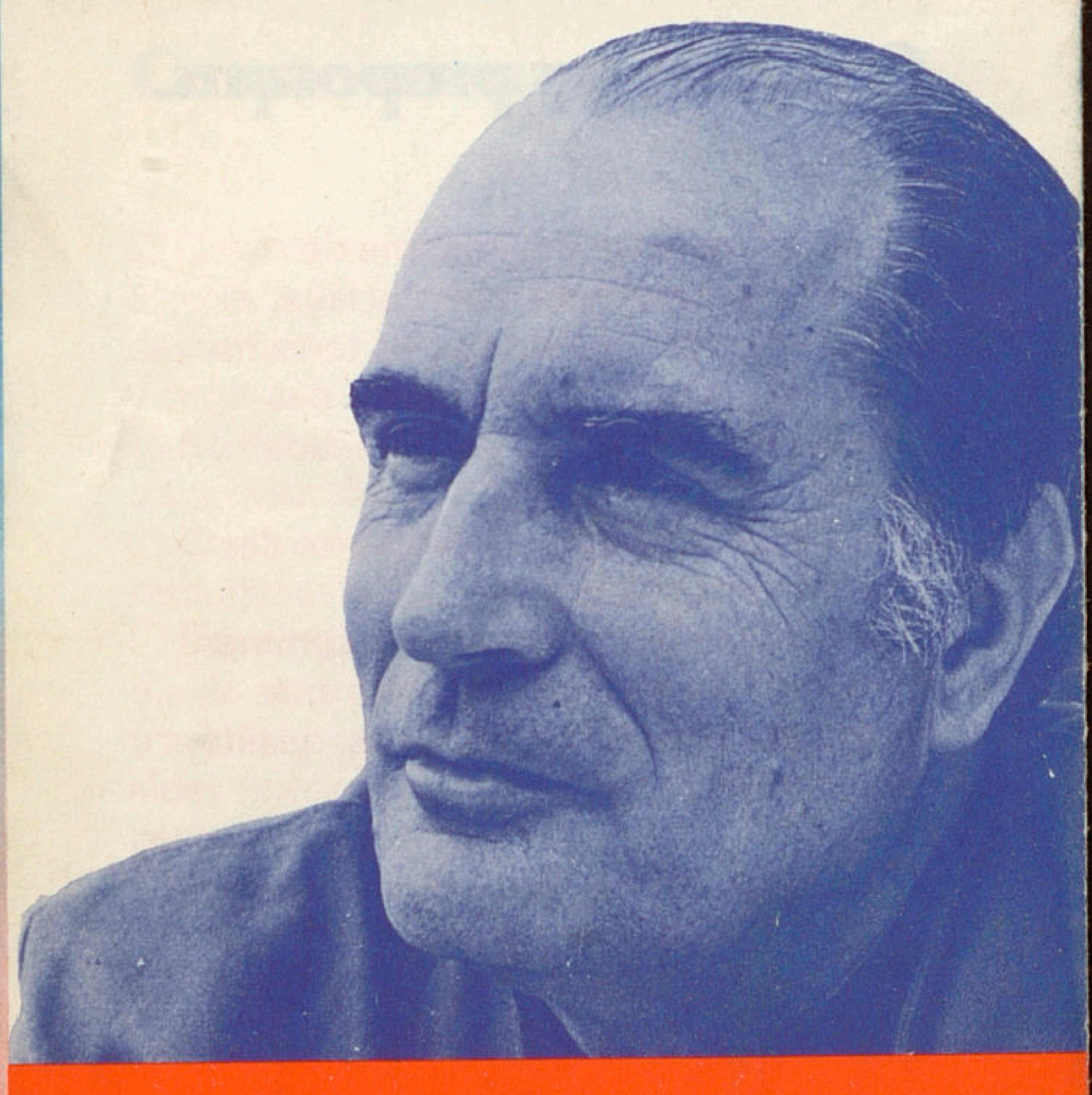
☐ Généraliser la cinquième semaine de congés payés.

François MITTERRAND
L'Autre Politique.

Sept nouvelles années de régime giscardien, c'est à coup sûr, l'aggravation des inégalités et des injustices. C'est davantage de chômeurs, c'est le blocage des salaires et l'augmentation accélérée du coût de la vie, c'est une Education nationale au rabais, c'est la Sécurité sociale menacée...

Il faut radicalement changer de politique.

Il faut changer de Président.



A.G. - Paris